



Contribution de la société civile aux mesures en faveur de la sécurité alimentaire

Position paper – octobre 2015

«Nous sommes intimement convaincus que pour garantir la sécurité alimentaire, il ne suffit pas de produire davantage de nourriture. D'autres objectifs doivent également être poursuivis: assurer un approvisionnement en denrées alimentaires variées, nutritives et de qualité, soutenir les petits exploitants agricoles, préserver les sols et les ressources en eau et réduire le gaspillage alimentaire. Nous devons repenser l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et concevoir des politiques globales qui tiennent compte de la véritable valeur des denrées alimentaires afin d'arriver à des systèmes d'approvisionnement construits pour durer.»

Peter Schmidt, président du groupe d'étude permanent du CESE sur la sécurité alimentaire

Introduction

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime actuellement qu'environ 795 millions de personnes sont sous-alimentées¹ dans le monde, alors que près d'un tiers des aliments produits pour la consommation humaine sont perdus ou gaspillés chaque année. Dans le même temps, l'achat de terres agricoles par des investisseurs met en péril les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles².

Afin d'apporter une réponse à ces problèmes, le groupe d'étude permanent (GEP) du CESE sur la sécurité alimentaire s'emploie à faire le point de la situation dans différents domaines de la politique de sécurité alimentaire et à plaider pour un rôle accru de la société civile dans le processus décisionnel. Il convient avant tout de développer de meilleurs régimes de production agricole – par exemple, en améliorant la situation des petits exploitants, des femmes et des travailleurs, en favorisant des régimes fonciers plus équilibrés et en accordant une plus grande priorité à l'agriculture durable dans les politiques de développement de l'UE et d'autres pays. En aval de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la société civile devrait être associée davantage à la stratégie plus globale de prévention ou de réduction du gaspillage alimentaire.

Rôle du CESE dans la politique internationale

Sur la scène mondiale, le CESE entend promouvoir le rôle de la société civile en matière de sécurité alimentaire, par exemple dans le cadre de

sa coopération avec la FAO, en participant, en tant qu'observateur, aux travaux du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ou par l'intermédiaire de manifestations annuelles internationales organisées par les Nations unies.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est une plateforme internationale créée afin que tous les points de vue puissent être pris en considération lors de l'examen de questions de sécurité alimentaire ainsi que dans le cadre de l'évaluation et du suivi des politiques en matière de sécurité alimentaire. Le CSA coordonne une approche globale en matière de sécurité alimentaire, encourage la convergence des politiques, prodigue assistance et conseils aux divers pays et régions et veille à promouvoir la responsabilité et les meilleures pratiques. Il entend également donner la parole à tous les acteurs du système alimentaire mondial et se veut aussi ouvert que possible. Le CSA a effectivement pris des mesures, ces dernières années, pour faire entendre les points de vue de la société civile dans le débat planétaire³. Ainsi, des membres du CESE participent chaque année aux manifestations en tant qu'observateurs, afin de garantir la représentation des préoccupations de la société civile européenne.

La coopération entre le CESE et la FAO s'est également intensifiée ces dernières années. En particulier, le groupe d'étude permanent a été largement associé à l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF)⁴ lancée par la FAO en 2014, qui a attiré l'attention du monde entier sur le rôle de l'agriculture familiale pour lutter contre la faim et la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire. En proclamant 2015 «Année internationale des sols»⁵, les Nations unies ont offert au groupe d'étude permanent une nouvelle occasion de réfléchir aux problèmes de la planète et de souligner le rôle crucial que jouent les sols dans la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Messages et recommandations du CESE

Depuis sa création, le groupe d'étude permanent a incité le CESE à adopter des avis importants sur des questions essentielles, à organiser des manifestations de sensibilisation et à y participer, et a encouragé le débat dans le contexte plus large de l'élaboration des politiques.

En mars 2013, le CESE a élaboré un **avis d'initiative sur la contribution de la société civile à la prévention et à la réduction du gaspillage alimentaire**, qui mettait tout particulièrement l'accent sur la nécessité de transférer aux banques alimentaires les produits alimentaires encore propres à la consommation. L'avis réclamait une définition plus claire, au niveau de l'UE, de la perte alimentaire et du gaspillage alimentaire, de même qu'une reconnaissance de la nécessité d'adopter

1. <http://www.fao.org/publications/sofi/2014/fr/>

2. <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-opinions&itemCode=32592>

3. <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/fr/>

4. <http://www.fao.org/family-farming-2014/fr/>

5. <http://www.fao.org/soils-2015/about/fr/>

des approches différentes dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Le Comité a également demandé que des efforts soient faits pour sensibiliser davantage les consommateurs et renforcer la hiérarchisation des déchets afin de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires. En tête vient la «prévention», suivie de «l'utilisation pour la consommation humaine» (dons aux banques alimentaires, par exemple), de «l'utilisation pour l'alimentation animale» et enfin «la production d'énergie et le compostage».

Le gaspillage alimentaire a été le thème d'un des projets prioritaires de l'initiative «*Wind of change*» du CESE, en grande partie grâce aux conclusions de cet avis. Le groupe d'étude permanent a travaillé en étroite collaboration avec le groupe de pilotage créé pour coordonner ce projet prioritaire, et une étude comparative des législations et pratiques des États membres en matière de dons alimentaires⁶ a été menée. Les conclusions de cette étude ont été présentées lors d'une conférence tenue en juillet 2014, qui a donné lieu à des recommandations de la société civile organisée pour faciliter les dons alimentaires dans les États membres de l'UE. Ces recommandations ont contribué à modifier les pratiques en matière de dons alimentaires dans certains États membres (tels que la Belgique et la Croatie) et ont suscité l'intérêt d'autres institutions de l'UE⁷.

Dans un **avis** de 2015 sur **l'accapement des terres en Europe**⁸, le Comité a réclamé des mesures actives pour protéger les «exploitations agricoles familiales», afin de veiller à ce que l'agriculture familiale puisse remplacer de manière viable l'agriculture industrielle. L'on pouvait lire dans cet avis qu'en Roumanie, près de 10 % des surfaces agricoles se trouvent aux mains d'investisseurs originaires de pays tiers, et 20 à 30 % de celles-ci sont contrôlées par des investisseurs issus de l'UE.

Afin de remédier à cette situation, le CESE a invité tous les États membres de l'UE à mettre en œuvre les directives volontaires pour une

gouvernance responsable des régimes fonciers et à rendre compte à la Commission européenne et à la FAO de leur utilisation et de leur application dans leurs politiques de gouvernance foncière. Le CESE a aussi demandé au Parlement européen et au Conseil de réfléchir ensemble afin de déterminer si la libre circulation des capitaux doit également être garantie dans le cadre de la vente et de l'acquisition de surfaces et d'exploitations agricoles.

En septembre 2015, le CESE a adopté un **avis sur le commerce de produits agricoles et la sécurité alimentaire mondiale**⁹, dans lequel il examinait les effets de la libéralisation du marché sur le secteur agroalimentaire et les zones rurales en Europe. L'avis soulignait que les PME sont particulièrement dépendantes d'un soutien administratif durable pour remporter des marchés dans des pays tiers, et se félicitait du renforcement des accords de partenariat avec les pays en développement. Il constatait également que les accords de libre-échange bilatéraux conclus par l'UE peuvent apporter une contribution essentielle à la suppression des entraves non tarifaires aux échanges.

Perspectives

Le groupe d'étude permanent continuera à encourager une approche plus globale des enjeux liés à la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur les domaines dans lesquels la société civile peut réellement faire la différence, par exemple la défense du «droit à l'alimentation», la promotion de la qualité des aliments et la réduction des pertes et du gaspillage. Par sa présence au sein de forums tels que le CSA, le groupe veillera également à ce que les principaux enjeux, tels que la production agricole durable et des systèmes et chaînes d'approvisionnement alimentaires plus efficaces, soient abordés à l'échelle européenne et mondiale.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter nat@eesc.europa.eu

Informations complémentaires

Avis du CESE sur l'accapement des terres en Europe et l'agriculture familiale:

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-opinions&itemCode=32592>

Avis du CESE sur le commerce agricole et la sécurité alimentaire mondiale:

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-opinions&itemCode=35264>

Avis du CESE sur la prévention et la réduction du gaspillage alimentaire:

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-opinions&itemCode=25955>

Projet du CESE sur le gaspillage et les dons alimentaires: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-section-foodwaste>

Site internet du CSA: <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/cfs-about/fr/>

2014 – Année internationale de l'agriculture familiale: <http://www.fao.org/family-farming-2014/fr/>

2015 – Année internationale des sols: <http://www.fao.org/soils-2015/about/fr>

6. <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-eu-food-donations>

7. <http://www.eesc.europa.eu/resources/docs/ppaper-fr.pdf>

8. <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-opinions&itemCode=32592>

9. <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.nat-opinions&itemCode=35264>